

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

## Projet de loi n° 43

Loi sur un renvoi à la Cour d'appel

Première lecture .....  
Deuxième lecture .....  
Troisième lecture .....



PRÉSENTÉ

Par M. MARC-ANDRÉ BÉDARD

Ministre de la Justice

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 8 1

## NOTE EXPLICATIVE

*Ce projet de loi a pour objet de rendre possible, conformément à l'article 37 de la Loi concernant la Cour suprême du Canada (S.R.C., chapitre S-19), l'appel à la Cour suprême de l'opinion qui sera transmise au gouvernement, par la Cour d'appel du Québec, en réponse à toute question qu'il lui aura soumise relativement à tout projet de résolution déposé ou adopté par le Parlement du Canada et portant adresse commune du Sénat et de la Chambre des communes à Sa Majesté la Reine concernant toute modification à la Constitution du Canada.*

## **Projet de loi n° 43**

### **Loi sur un renvoi à la Cour d'appel**

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**1.** L'opinion certifiée qui sera transmise au gouvernement par la Cour d'appel, en vertu de l'article 5 de la Loi sur les renvois à la Cour d'appel (L.R.Q., chapitre R-23) sur toute question qui lui aura été soumise par le gouvernement relativement à tout projet de résolution déposée ou adoptée par le Parlement du Canada et portant adresse commune du Sénat et de la Chambre des communes à Sa Majesté la Reine concernant toute modification à la constitution actuelle du Canada sera considérée comme un jugement de ladite Cour et il pourra en être interjeté appel à la Cour suprême du Canada comme d'un jugement dans une action.

Les personnes qui pourront interjeter cet appel seront, en outre du gouvernement, toutes celles qui auront été partie à l'instance devant la Cour d'appel, conformément à l'article 4 de la Loi sur les renvois à la Cour d'appel (L.R.Q., chapitre R-23).

**2.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.